

La justice, grande absente des résultats de Lima

Le monde est confronté à une urgence planétaire : le changement climatique est causé par un système qui place la recherche du profit au-dessus des besoins des personnes et des limites de la planète. Il dévaste la vie de millions de personnes à travers la planète. Selon les scientifiques du climat, des basculements critiques pourraient se produire prochainement et la température moyenne globale pourrait s'accroître de 4 à 5°C avec des conséquences catastrophiques pour nous tous.

La Conférence de Lima aurait dû poser les jalons de la façon dont les gouvernements allaient prendre des mesures urgentes pour lutter contre le changement climatique et pour soutenir les populations vulnérables de la planète à s'adapter aux inévitables conséquences.

Il s'agissait de réduire plus fortement les émissions d'ici à 2020 et de fixer des objectifs climatiques à long terme pour ne pas augmenter la température de plus de 1,5°C. Ne pas émettre plus que ne le permet le budget carbone et répartir ce dernier sur la base des principes de responsabilités communes mais différenciées, des capacités respectives des pays et de la nécessité d'honorer la dette climatique.

Ce qu'il s'est passé à Lima s'inscrit dans une longue série de décisions qui, chaque année, affaiblissent les règles internationales sur le climat, mettant en difficulté les populations et la planète.

Les engagements de réduction d'émissions pour l'avant 2020 sont injustes et beaucoup trop faibles. Ils conduiraient à dépasser les 2°C de réchauffement climatique d'ici le milieu du siècle. Ces objectifs n'auront pas été revus à la hausse en 2014, pas plus qu'il n'y a d'engagement à les réexaminer et les revoir prochainement.

Lima nous prépare à un accord à Paris qui ignorera les besoins et les droits des populations impactées dans le monde, excluant tout engagement contraignant en matière de contribution financière, d'adaptation, de perte et dommages et de transfert de technologie.

La Conférence de Lima n'a pas su établir un pont entre les actions que les pays doivent prendre et les technologies et financements nécessaires qui pourraient permettre aux populations du Sud de s'adapter, de construire leur résilience et de faire face à la perte et aux dommages occasionnés par les impacts du changement climatique. Pas plus qu'elle n'a permis de mettre sur les rails les nécessaires actions de réduction d'émissions sans lesquelles l'ampleur de la transformation et de la transition juste dont nous avons besoin pour limiter la hausse de température inférieure à 1,5 degrés C ne sera pas atteinte.

Ce qui a été décidé à Lima ouvrent la possibilité à ce que chaque pays détermine ses propres engagements en matière de climat, sans que ces derniers

ne tiennent compte de ce que demandent la science, les populations et les exigences de justice, et sans cadre réglementaire clair. Nous avons vu des dirigeants politiques, en particulier ceux des États-Unis, de l'Union européenne et de leurs alliés, agissant dans l'intérêt des grandes entreprises polluantes, déterminés à déréglementer davantage le régime de gouvernance international du changement climatique. Ce faisant, ils sapent la convention sur le changement climatique des Nations Unies dans ses fondements, en affaiblissant les règles portant sur les pays développés et en ignorant leur obligation légale et morale de débloquent des financements suffisants et de transférer les technologies.

A Lima, l'expansion de l'utilisation des marchés carbone, qui ont pourtant échoué, a été largement encouragée. Y compris à travers l'utilisation de crédits carbone issus des forêts et des sols, source de dévastations supplémentaires pour les populations paysannes et forestières à travers le monde, empêchant les transformations dont nous avons besoin.

Le Sommet des peuples et la marche dans les rues de Lima ont exigé la défense des droits de la nature et la garantie des droits des populations. Ils ont clairement mis en lumière ce que sont les solutions à la crise climatique et les alternatives.

Partout sur la planète, les populations mettent en oeuvre ces solutions et luttent pour transformer le système. Nous luttons pour survivre et pour garantir et sécuriser nos territoires, habitations et moyens de subsistance face aux dérèglements climatiques.

Nous nous battons pour une transformation du système énergétique visant à abandonner l'usage des énergies fossiles au profit de systèmes énergétiques accessibles à tous, contrôlés par les populations, décentralisés, sûrs et basés sur les énergies renouvelables. Nous défendons la souveraineté alimentaire et le développement des solutions agro-écologiques, tout en luttant pour s'adapter aux conséquences dévastatrices des dérèglements climatiques. Ainsi, les programmes de foresterie basés sur les populations fonctionnent dans leur intérêt, particulièrement ceux des populations indigènes, plutôt qu'en faveur des banquiers et des capitaux financiers dans le Nord.

Les populations accumulent de la force et du pouvoir, au niveau local, national et global. Nous allons continuer à mettre plus de monde dans les rues, à bloquer des projets d'extraction de ressources naturelles, des ports, des sièges d'entreprises, pour que notre force et notre pouvoir grandissent.

Nous allons reprendre le pouvoir que nous ont confisqué ceux qui n'agissent pas dans notre intérêt. Nous résisterons aux velléités d'imposer un « accord mondial sur le climat » qui ne fasse rien pour le climat et encore moins pour les populations.

Ici à Lima, ils ont essayé de nous enterrer. Mais ce qu'ils ignorent, c'est que nous

sommes des graines qui éclorent des sillons de la résistance.

Initial Signatories:

International and Regional Networks and Organisations

Campaña Mesoamericana para la Justicia Climática
Construyendo Puentes - Redes Latinoamericanas Frente al Cambio Climático
Corporate Europe Observatory
Friends of the Earth International
Jubilee South Asia Pacific Movement on Debt and Development
LDC-Watch
IBON International
Indigenous Peoples of Africa Coordinating Committee
Pan African Climate Justice Alliance
Push Europe

National Organisations and Networks

Aksyon Klima Philippines

ATM

Attac - France

Association des Femmes Peuples Autochtones du Tchad (AFPAT)

Bangladesh Krishok Federation

Bayay Sibuyanon Philippines

Beyond Copenhagen

Bolivian Platform on Climate Change

Campaign for a Life of Dignity for All - Philippines

CECOEDECON (Centre for community Economics and Development

Consultants Society)

CESTA - Amigos de la Tierra El Salvador

Ecological Society of the Philippines

Ecologistas en Accion (Spain)

Ecowaste Coalition Philippines

EI FORO DEL BUEN AYRE

EquityBd Bangladesh

Energy and Climate Policy Institute for Just Transition Korea

Fairwatch Italy

Hodagad Djibouti

Institute for Policy Studies

Justiça Ambiental Mozambique

La Mesa Nacional de Cambio Climático de Guatemala

Les Amis de la Terre

Our Rivers, Our Life (OROL)- Philippines and Gitib, Inc.

PAIRVI (Public Advocacy Initiatives for Rights & Values in India)

Peoples Movement on Climate Change

Philippines Movement for Climate Justice

PRRM

Sawit Watch

Sociedad Civil Amigos del Viento Meteorología Ambiente Desarrollo

Solidaritas Perempuan (Women's Solidarity for Human Rights)

Unidad ecológica Salvadoreña

WomanHealth Philippines